Jean Hilaire

La résolution des conflits en matière de commerce à travers les archives du Parlement au XIII^e siècle

Les premières archives du Parlement, les registres d'*Olim* (1254–1318), ne se situent plus vraiment au temps de la *Révolution commerciale* du début du second millénaire chère aux historiens mais dans celui de l'épanouissement du commerce au XIII^e siècle et même en un temps déjà proche de la dépression qui pointe après 1315 avec le conflit franco-anglais. On peut cependant considérer que si les marchands continuaient par leurs activités à créer des besoins juridiques inédits, ils constituaient encore à cette époque des groupes sociaux en voie d'organisation, se créant dans la diversité leurs propres usages; par là, les marchands se trouvaient toujours globalement face à un problème d'intégration. D'un côté en effet le monde de la marchandise était inévitablement à la recherche d'une reconnaissance de la spécificité économique et juridique de son activité à côté des traditions les plus anciennes de la société féodale. D'un autre côté, à cette époque ce processus d'évolution économique ne pouvait demeurer sans impliquer immédiatement les puissances publiques. Tout particulièrement, au dessus des pouvoirs seigneuriaux l'affirmation de plus en plus forte de la royauté capétienne imposait l'autorité de la *curia regis* en tant que la plus haute juridiction tandis que cette dernière offrait en même temps à travers ses décisions le spectre le plus large du contentieux suscité par les affaires du commerce dans l'ensemble du royaume.

Comme les historiens l'ont souvent souligné, la société féodale et son économie traditionnelle de subsistance ne constituaient pas un environnement très favorable aux activités d'échange marchand. La base du monde féodal était rurale en effet et cette société était organisée depuis le haut Moyen Age pour produire ce qui était nécessaire à sa survie quasiment en dehors de toute considération de rendement et en marge du circuit monétaire; dans ce cadre le système reposait sur tout un réseau de privilèges et d'usages souvent opposés aux activités d'échange marchand. Au contraire ces dernières ne supposaient pas seulement l'encadrement et la sécurité des transactions mais également le développement du crédit et l'apprentissage de ses techniques. De plus, cette organisation publique très compartimentée avec, entre autres, de multiples péages pénalisait les déplacements pour des marchands que leurs affaires appelaient nécessairement à voyager en transportant à la fois marchandises et espèces ou lettres de change; de même encore, l'insécurité avait certes diminué depuis le XI^e siècle à la suite de regroupements féodaux en puissantes sei-

gneuries mais elle n'en demeurait pas moins très réelle. Il y avait divergence parfois jusqu'à la confrontation entre les deux types d'activité économique, l'un et l'autre appelaient l'intérêt et la protection des puissances publiques; mais celles-ci étaient en quelque sorte partagées entre l'appât de la fiscalité et la recherche d'un équilibre entre les groupes sociaux.

Dès lors l'intérêt de la source judiciaire que représentent les archives du Parlement durant cette période de près de trois quarts de siècle, les *Olim*, est précisément de nous introduire dans ce processus à travers la montée en puissance de la royauté, au moment où l'affirmation de son autorité dans tout le royaume attire à sa cour un vaste contentieux de nature économique. Non seulement, par le jeu des appels, des affaires remontent à la cour depuis l'ensemble des pays qui relèvent de l'obédience capétienne, mais une part importante de ce contentieux pose des questions qui dépassent les limites des intérêts particuliers en présence. La cour devait alors les aborder dans le cadre de la justice suprême fondée sur la souveraineté royale. Or jusqu'à la fin de son règne saint Louis par sa présence fréquente en personne parmi ses conseillers avait marqué la cour de sa personnalité.

Ainsi pour évaluer la résolution des conflits en matière de commerce terrestre à travers la jurisprudence du Parlement il importe de préciser d'abord le cadre processuel à travers lequel la cour du roi était appelée à intervenir (« Le cadre processuel de résolution des conflits »). Ainsi s'éclairent les aspects essentiels du contentieux dans lequel le commerce était directement impliqué pour faire apparaître l'esprit de cette jurisprudence (« L'esprit de la jurisprudence du parlement dans la résolution des conflits »).

Le cadre processuel de résolution des conflits

Le cadre processuel de la résolution du contentieux impliquant le commerce terrestre était complexe au Moyen Âge. Un réseau de juridictions proprement commerciales ne devait apparaître en effet qu'au XVI^e siècle lorsque la royauté en créa un à partir du modèle de l'édit de 1563 organisant la juridiction consulaire de Paris. Au XIII^e siècle au contraire il n'y avait que deux grandes institutions spécifiques pour le contentieux entre marchands: la juridiction de la Hanse des marchands de l'eau à Paris et surtout la juridiction des foires de Champagne et de Brie. En dehors de ces deux juridictions le contentieux marchand réglé en justice ne pouvait qu'être traité par la voie ordinaire. A partir des décisions des juridictions quelles qu'elles soient ce contentieux pouvait toujours aboutir en appel devant le Parlement. Enfin rappelons également que certains personnages ou institutions pouvaient saisir le roi directement, en Parlement, *omisso medio*.

La Hanse des marchands de l'eau, d'abord, était une association privilégiée d'entrepreneurs de transport par eau qui a constitué le premier noyau de la municipalité parisienne comprenant le prévôt des marchands et quatre échevins qui se réunissaient au Parloir aux Bourgeois. La municipalité avait sa juridiction tenue

par le prévôt des marchands avec compétence pour tout ce qui touchait les privilèges commerciaux de la Hanse et plus largement pour tous les privilèges concédés aux bourgeois parisiens. De plus la municipalité était propriétaire d'un important domaine foncier sur lequel elle exerçait la basse justice. La question a été autrefois posée de connaître l'étendue véritable de sa compétence. Selon Olivier Martin dans ces limites la juridiction de la municipalité aurait alors joué le rôle de juridiction arbitrale pour un contentieux entre bourgeois de la ville; de plus le Parloir aux Bourgeois faisait autorité en matière d'usages parisiens et il était souvent consulté à ce sujet par la juridiction du prévôt de Paris sise au Châtelet comme le montre le recueil des *Sentences du Parloir aux Bourgeois*. Mais la juridiction du prévôt des marchands n'aurait pas exercé une véritable juridiction contentieuse¹.

A vrai dire la Hanse des marchands de l'eau apparaît peu dans les registres d'*Olim* qui permettent cependant de verser au dossier quelques éléments non pas inédits mais guère exploités jusqu'ici. Ainsi une décision de la *curia regis* de 1263 montre en effet des bourgeois de Paris agissant contre un marchand espagnol qui, selon eux, violait les privilèges de la Hanse en faisant transiter des marchandises diverses (dont des figuiers) par la Seine entre Melun et Paris sans être associé à un marchand parisien. Or ils font effectuer la saisie du bateau et des marchandises, au nom du roi et au leur, par un sergent du Prévôt de Paris. Il semblerait donc qu'ils aient dû en quelque sorte passer par l'intermédiaire du prévôt de Paris installé au Châtelet pour faire saisir des marchandises en dehors du cercle des membres de la Hanse; mais, en fait, ils avaient peut-être suscité cette intervention du côté de Saint Cloud parce que ce lieu était situé dans le ressort d'une juridiction royale².

Une recension d'une décision de 1318, plus développée comme d'ailleurs toutes celles du début du XIV^e siècle, permet de saisir sur le vif les risques juridiques de ces opérations de transport de vins à travers les trafics d'intermédiaires suscités par les privilèges de la Hanse. Un marchand de Beauvais avait acheté du vin à Paris en place de Grève à un marchand parisien. Ce dernier lui ayant rappelé les privilèges de la Hanse pour le transport des vins l'acquéreur demanda des garanties et le vendeur l'assura que le vin vendu appartenait à un bourgeois affilié à la Hanse, qu'il pouvait sans crainte et sans risque le faire transporter sur la Seine, qu'en cas de danger lui, le vendeur, se chargerait de le dédommager. Or le prévôt des marchands avait fait saisir le vin et l'avait posé sous sa main; mais à l'audience le vendeur, appelé en garantie, avait fait défaut et le prévôt avait décidé que les biens saisis étaient acquis à la marchandise de l'eau. L'acquéreur s'était alors retourné con-

¹ Olivier Martin, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, t. 1 (Paris 1922) 77-78.

² Olim, I, 572, XIV, 1263: «[...] cives parisienses fecerunt navem ipsius et mercandisiam arrestata tanquam commissam domino regi et ipsis per quemdam servientem prepositi parisiensis». L'affaire s'était d'ailleurs compliquée parce que l'intervention ayant lieu du côté de Saint Cloud le long d'un chemin dont la justice appartenait au roi, les gens de l'évêque de Paris s'étaient livrés à une rescousse prétendant que la justice du lieu appartenait à leur maître. Après de nombreux débats l'évêque a fini par payer l'amende et reconnaître la saisine du roi sur la justice du chemin en présence de l'archidiacre et de l'official, d'un côté, et de plusieurs membres du conseil du roi, de l'autre côté.

tre son vendeur en le citant devant le prévôt de Paris qui décida au vu de toute la procédure précédente que l'acquéreur avait bien prouvé son *intentio* et condamna le vendeur à restituer le prix des vins saisis. Le vendeur fit alors appel au Parlement qui décida au contraire que le prévôt avait mal jugé et que la condamnation prononcée ne serait pas exécutée³. D'une part, le dispositif de l'arrêt ne comportant aucune motivation il est simplement possible d'en retenir que les arguments de l'acquéreur décrivant de manière claire et habile des manœuvres dolosives n'ont cependant pas convaincu le Parlement. D'autre part, à travers cet arrêt qui semble reprendre avec précision tous les éléments du dossier on retrouve les degrés de juridiction que pouvait franchir un marchand à Paris, à partir de la compétence du prévôt des marchands de l'eau puis en appel devant le prévôt de Paris et enfin au Parlement.

Si la compétence *ratione loci* de la juridiction du prévôt des marchands de l'eau était limitée, à l'occasion du transport des vins manifestement très actif sur la Seine était soulevé un autre problème, celui de la compétence *ratione materiae* de la Hanse à raison du commerce; le Parlement a été appelé à se prononcer sur ce point. Ainsi en 1264 les hommes de Cormeille qui faisaient transiter leurs vins par la Seine vers la Normandie se plaignaient que les bourgeois de Paris entendaient les faire confisquer au nom du roi et en leur nom propre. Ils affirmaient que ces vins avaient été récoltés dans leurs propres vignes et qu'eux-mêmes étaient en saine de faire circuler librement les vins de leur production par cette voie sans être associés à un marchand de Paris même non affilié à la Hanse. Les bourgeois prétendaient au contraire qu'entre les mains des gens de Cormeille ces vins devaient être considérés comme une marchandise. Les parties ayant prié la cour de se prononcer sur la question de principe, celle-ci « hinc inde propositis plenius intellectis » a jugé « quod vina hujusmodi non erant mercatura sive mercandisia »⁴. Cette décision reposait implicitement sur la distinction entre la production pour vendre, spécialement venant d'un particulier ou d'un artisan, et l'achat pour revendre qui sera considéré comme acte de commerce. La compétence de la juridiction de la Hanse était ainsi délimitée et cette jurisprudence fut encore précisée dans la recension d'une décision de la cour datée de 1277 : en effet ordre fut alors donné au prévôt des marchands parisiens de faire restituer à un marchand de Gascogne la taxe levée sur les vins que ce dernier faisait transiter par la Seine sans être lui-même affilié à la Hanse, cela précisément parce qu'il s'agissait des vins de sa propre pro-

³ Olim, III², 1252, 1318: le transport de vin venant: « [...] ad cognitionem prepositi mercatorum aque parisiensium idem prepositus mercatorum fecit dicta vina arrestari et in manu sua poni vocavitque super hoc dictum Symonem [acquéreur] coram se dicendo contra ipsum quod dicta vina erant commissa et ad mercaturam aque parensem acquisita ratione consuetudinis antedictae cum ipse Symonem non esset hanseatus nec dicta vina fecisset transvehi in societate hominis hanseati nec emisset ea a cive parisiensi hansato [...] ».

⁴ Olim, I, 597, 12, 1264: les hommes de Cormeille affirmaient: « [...] cum hujusmodi vina sua de propriis vineis suis collecta nec sint nec dici debeant mercatura cum etiam ipsi sint et fuerint in possessione pacifica ducendi taliter propria vina sua absque societate mercatoris parisiensis et etiam non ansati [...] » ce que les bourgeois niaient formellement.

duction⁵. D'une part, à partir de cette distinction le parlement en arrivait à sanctionner ce qui devenait alors un abus de la juridiction de la Hanse dont la compétence paraissait ainsi précisée et étroitement limitée. D'autre part, la jurisprudence du Parlement annonçant par là un futur concept d'acte de commerce apportait une réponse de principe à une question qui allait être encore agitée au XVIII^e siècle.

À l'inverse de la Hanse parisienne la juridiction des foires de Champagne était, comme l'on sait, une institution puissante aux compétences très étendues sur la base essentiellement du *conduit de foire* et pour l'exécution des engagements pris sous le sceau de la juridiction des foires⁶. Le développement de cette juridiction avait été largement déterminé par l'intervention très inspirée de la puissance publique, en l'occurrence le comte de Champagne. Le privilège sans doute le plus ancien accordé par le comte, était ce conduit de foire qui plaçait les marchands qui s'y rendaient, corps et biens, sous la protection du seigneur le quel s'obligeait à les indemniser à bref délai des éventuels dommages subis durant le voyage. Dès 1174 en effet des officiers nommés par le comte avaient été chargés de la *Garde des foires*, conservateurs des privilèges conférés aux foires, avec des pouvoirs de police et de justice. Cette juridiction était itinérante suivant les foires de ville en ville, avait une large compétence et une procédure sommaire et accélérée⁷. En fait la juridiction des foires n'est parvenue à son complet développement que dans la seconde moitié du XIII^e siècle précisément au moment où on la voit apparaître dans notre source des *Olim*, disposant alors de tout un personnel d'auxiliaires de justice, clerks rédacteurs d'actes et sergents jurés dont le rôle d'huissier les conduisait jusqu'en Italie, aux Pays-Bas ou en Angleterre.

L'activité de la juridiction des Gardes des foires de Champagne est perceptible à travers les décisions du Parlement rendues sur appel ou directement à partir d'une supplique. Cette jurisprudence permet d'abord de suivre le règlement des conflits

⁵ Olim, II, 93, XXIII, 1277 : « [...] Preceptum fuit preposito mercatorum parisiensium ut ipsi restituerent cuidam mercatori de Wasconia [...] sexaginta solidos [...] quos ab ipso levaverant pro eo quod non erat hansatus parisiensis ».

⁶ Les foires de Champagne et de Brie se succédaient en un cycle annuel sur les quatre villes de Troyes, Bar-sur-Aube, Lagny et Provins. Chacune de ces foires comprenait échanges des produits et règlements au comptant et à terme. Vers le milieu du XIII^e siècle l'activité financière prenait le pas sur le commerce et les foires devenaient surtout un marché international des espèces et du change.

⁷ La compétence était très large *ratione materiae* (violation du conduit de foire ; litiges concernant les obligations contractées en foire sous le sceau de la juridiction) et *ratione personae* (strictement limitée aux personnes couvertes par le conduit de foire). Quant à la procédure elle ne comportait qu'un ajournement bref, écartait les exceptions dilatoires et l'effet suspensif de l'appel qui devait d'ailleurs être interjeté immédiatement après la sentence. Le système des preuves reposait sur le serment et l'écrit. Enfin cette procédure était marquée surtout par la rigueur de l'exécution. Les débiteurs de foire étaient en effet obligés tacitement corps et biens. Ils sont déclarés « fuitifs de foire » (fugitifs) en cas d'absence et l'exécution est alors poursuivie auprès de la juridiction où se trouve le fugitif et dont il relève ou de celui où se trouvent ses biens. S'il fallait agir auprès d'une juridiction hors des terres comtales, les Gardes utilisaient un puissant moyen de pression, la « défense des foires » qui emportait interdiction de venir commercer aux foires à tous les ressortissants de la juridiction refusant de faire droit aux requêtes des Gardes, forme particulière du droit de représailles.

nés de l'exécution des engagements pris en foire et de suivre également les difficultés rencontrées dans le fonctionnement du conduit de foire. Or elle fait apparaître en même temps le rôle de protecteur des coutumes et de la juridiction des foires de Champagne dans lequel s'est ainsi installé le Parlement. De plus les appels concernant des sentences de cette juridiction deviennent surtout nombreux au début du XIV^e siècle au moment d'ailleurs où les recensions des actes du Parlement sont sinon plus précises, du moins plus développées.

En ce qui concerne le règlement des engagements pris aux foires un arrêt de 1282 offre un excellent exemple du contentieux lié à l'activité financière des foires à cette époque. Un marchand qui s'était porté caution avec ses associés à l'égard du comte de Champagne pour des changeurs aux foires de Champagne devenus « fugitifs » c'est-à-dire faillis, demandait que tous les biens de ces derniers soient attribués à lui-même et à ses associés pour leur permettre de se libérer de cet important cautionnement vis-à-vis du comte; celui-ci avait réclamé un engagement écrit du demandeur pour la somme de 2.100 livres tournois. L'affaire traînant devant la cour de Champagne les parties, les cautions et le comte, s'étaient accordées pour remettre le procès à la cour du roi afin d'en terminer. L'arrêt du Parlement rendu après une diligente instruction du procès dispose que tous les biens des faillis, ceux qui avaient été saisis par le comte ou ses agents comme tous les autres biens où qu'ils se trouvent, seront remis aux cautions pour éteindre la dette. L'éventuel reliquat après liquidation des biens et extinction des engagements des débiteurs sera remis au comte⁸. Il ressort du dispositif de l'arrêt que l'affaire avait suscité de laborieux débats, *altercationes*, devant la cour de Champagne parce que l'administration comtale entendait s'en tenir au strict engagement des cautions sans leur permettre de se dédommager sur les biens des faillis qu'elle avait déjà saisis.

Un autre arrêt du Parlement en 1306 vient encore éclairer les problèmes d'exécution des engagements pris en foire, *de corpore nundinarum*. Devant la juridiction des foires un seigneur et son épouse avaient introduit une action pour faire annuler la vente des biens de débiteurs défaillants effectuée par un tiers à la demande des Gardes pour éteindre des dettes contractées aux foires; ils demandaient que ces biens leur soient attribués. On peut supposer qu'ils devaient être eux-mêmes créanciers à hauteur de la valeur de ces biens pour engager une telle action; les Gardes ont cependant rejeté la demande, maintenant ainsi le privilège attaché aux obligations contractées sous les rigueurs de leur juridiction; sur appel de cette sentence le Parlement a décidé qu'ils avaient bien jugé et que le jugement devait être exécuté⁹. La même orientation reparait également dans la jurisprudence de la cour

⁸ Olim, II, 214, XXXVIII, 1282: «[...] bona omnia dictorum fugitivorum que per dictum comitem vel mandatum suum capta fuerunt vel saisita et omnia alia bona eorundem fugitivorum ubicumque poterunt inveniri tradi et assignari debere prefato R. pro se et sociis suis ad conservandos eos indempnes de fidejussione predicta [...] idem R. et fidejussores dati a dicto Renerio dicto comiti vel mandato suo pro duabus millibus et centum libris de quibus dixtus R. resaisierat mandatum dicti comitis per unam cyrotecam a dicta obligatione et fidejussione remanebunt liberi et immunes».

⁹ Olim, III¹, 200, XXII, 1306.

quelques années plus tard en 1309 pour maintenir formellement la rigueur des usages des foires champenoises. La maison d'un débiteur en foire avait été vendue à la demande des Gardes à un pelletier mais le débiteur défaillant demandait devant le prévôt de Paris l'annulation de la vente, arguant de la grâce dont il devait bénéficier en raison de sa présence à l'armée de Flandre; il avait eu gain de cause au Châtelet mais en appel le Parlement a décidé que le prévôt avait mal jugé¹⁰.

La force de la juridiction des foires venait aussi de la possibilité d'appuyer les demandes adressées par les Gardes auprès des autres juridictions pour l'exécution de leurs sentences par de fortes pressions. Comme l'on sait la procédure de *défense des foires* entraînait l'exercice de repréailles sur tous les marchands justiciables des juridictions défaillantes. Ainsi en voit-on apparaître la menace dans une cause d'appel en Parlement de 1306 impliquant le bayle du roi de Majorque à Montpellier. Des marchands de Clermont avaient en effet demandé aux Gardes des foires d'enregistrer une *sentencia seu defensia* rendue contre la communauté des marchands et des hommes relevant du bayle parce que ce dernier avait été négligent et défaillant dans l'exécution d'un mandat des Gardes à l'égard de débiteurs montpelliérains défaillants pour des engagements pris aux foires. Le bayle de son côté se défendait en affirmant avoir toujours été diligent dans l'exécution des mandats délivrés par les Gardes¹¹. Ces derniers avaient néanmoins accordé l'enregistrement de la défense mais en appel le Parlement a décidé que les Gardes avaient mal jugé. Il reste que cet arrêt souligne le poids de la procédure de défense des foires; l'argumentation du procureur du bayle montre, parce que cette procédure engageait de gros intérêts, que les autres juges en dehors du ressort redoutaient l'accusation de négligence à l'égard des demandes qui leur étaient adressées par la juridiction des foires. On peut d'ailleurs suivre dans les *Olim* le mécanisme de l'exécution des obligations aux foires en dehors de la juridiction, à Paris, à travers une procédure rapportée par un arrêt de 1312 où un *exécuteur des lettres des foires de Champagne*, apparemment un agent des Gardes, intervenait auprès de la prévôté de Paris au Châtelet pour veiller à leur exécution dans le ressort¹². Ainsi avait-il fait condamner par le prévôt un débiteur défaillant et en appel le Parlement avait confirmé la sentence.

A travers toutes ces décisions le Parlement se montre donc rigoureux dans la mise en pratique des privilèges de la juridiction des foires de Champagne. De manière générale dans sa jurisprudence il apparaît véritablement en défenseur des coutumes des foires tout particulièrement dans une série d'actes de l'année 1318 où il confirme des sentences des Gardes appuyées sur les coutumes des foires¹³. A

¹⁰ Olim, III¹, 395, VI, 1309.

¹¹ Olim, III¹, 216, XLVII, 1306: «[...] dicto bajulo in contrarium asserente se semper esse et fuisse in executione dictorum mandatorum diligentem et multis aliis rationibus proponente dictam inhibitionem seu defensam non tenere nec registrari [...]».

¹² Olim, III¹, 709, LXXII, 1311: «Lite mota coram preposito parisiensi inter Gefrinum Alemmani executorem litterarum nundinarum Campanie in prepositura parisiensi et ejus ressorto ex una parte [...]».

¹³ Olim, III², 1264, XLVII, 1318: «[...] secundum notoriam dictarum nundinarum consuetu-

cette occasion il exerçait un contrôle effectif de la juridiction à travers les causes d'appel et avec le relais des Grands Jours de Troyes; un arrêt de 1310 montre d'ailleurs que l'on pouvait encore faire appel d'une décision des maîtres des Grands Jours qui avait confirmé une sentence des Gardes¹⁴. Peut-être parce que ce type de recours aurait pu devenir plus fréquent, au cours de l'année 1318 le Parlement rappelait même qu'il n'admettait le recours devant lui contre une décision des Grands Jours sur appel d'une sentence des Gardes que de manière exceptionnelle, *de gracia speciali*¹⁵.

La diversité des recours exercés au Parlement montre encore ce dernier dans ce rôle protecteur chaque fois que sa jurisprudence tend à maintenir la juridiction des foires dans l'esprit de défense des intérêts des marchands. Le Parlement est ainsi amené à sanctionner aussi bien les interventions excessives d'agents royaux au service de la juridiction. Un arrêt de 1299 innocent un marchand qui avait emporté deux draps *furtive* des foires de Provins et était poursuivi par les Gardes des foires apparemment sur dénonciation. Il avait reconnu les faits devant une juridiction de Montlaur tandis que sur mandat des Gardes le sénéchal de Beaucaire l'avait poursuivi, banni avec saisie de ses biens placés sous la main du roi après inventaire; il avait également été emprisonné. En appel devant le Parlement l'enquête a fait apparaître son innocence et la cour a alors prononcé l'annulation des différentes procédures et décidé la restitution *sine difficultate* de ses biens¹⁶.

Ensuite le Parlement entend réprimer sans ménagement les fraudes par fausses déclarations dans les contrats. D'un côté, les *Olim* contiennent le commandement fait aux baillis et maîtres des foires de Champagne, en 1290, de ne pas délivrer de lettres conférant la force d'obligation contractée en foire à des contrats passés en dehors; de même ne devaient-ils pas reconnaître de valeur obligatoire à des lettres de ce genre quand il apparaissait manifestement que les contrats concernés n'avaient pas été contractés en foire¹⁷. Les conseillers du Parlement entendent ainsi conserver la rigueur formelle et tendent à éliminer même l'hypothèse d'une simple erreur. D'un autre côté, en 1304 une fraude de ce genre destinée à faire attacher indument à un contrat la valeur d'obligation des foires de Champagne ayant été

dinem [...]» avait plaidé le demandeur et les Gardes s'y réfèrent également: «[...] dicti vero custodes [...] certificatique de consuetudine predicta per suum iudicium pronunciaverunt quod secundum dictarum nundinarum consuetudinem [...]».

¹⁴ Olim, III¹, 615, CVIII, 1310: «[...] per curie nostre iudicium dictum fuit predictos custodes et magistros bene iudicasse [...]».

¹⁵ Olim, III², 1289, LXVII, 1318: appel est interjeté au Parlement à Paris d'une décision des Grands Jours confirmant une sentence des Gardes des foires «[...] auditis igitur in parlamento nostro dictis partibus et magistris predictis super iudicato predicto et ejus confirmatione non ratione appellationis predictae cum eadem non admiserimus sed de speciali gracia [...] fuit dictum predictos magistros bene iudicasse [...]».

¹⁶ Olim, III¹, 36, XLVIII, 1299.

¹⁷ Olim, II, 303, XIV, 1290: «Preceptum fuit omnibus ballivis et magistris nundinarum campanie quod de contractibus initis extra nundinas non dent litteras sicut de corpore nundinarum nec justiciant obligatos per tales litteras sicut de corpore nundinarum etiam si per errorem essent vel scierent postquam contractus non esset celebratus in nundinis [...]».

avouée durant la procédure devant la cour, celle-ci en tire toutes les conséquences en condamnant en outre l'auteur à une amende au roi de 200 livres tournois *pour servir d'exemple*¹⁸. On pourrait en déduire alors que ce genre de fraude n'était peut-être pas rare et, en tout cas, que le Parlement entendait par une ferme représentation protéger les marchands à travers la puissance de la juridiction des foires.

À l'exécution des obligations contractées en foire, s'ajoute enfin le contentieux né du conduit de foire. Ainsi en 1296 alors que des marchands vénitiens avaient été victimes de vols effectués par des voituriers milanais les gardes des foires avaient délivré une défense de foire contre laquelle il était fait appel au Parlement; ayant examiné toutes les procédures ce dernier décidait qu'il n'avait trouvé aucune cause d'annulation de cette défense¹⁹. En 1306 un lombard, Renaud Bouche Noire, introduit une action contre les agents du roi parce que marchand transportant, depuis les foires de Champagne jusque dans son pays, des draps plus une forte somme pour ses dépenses, les gardes des ports dans le bailliage de Mâcon avaient confisqué cet argent. Les gens du roi affirment au contraire qu'ils avaient effectué la commise parce qu'il n'était pas un marchand mais un usurier avéré qui voulait faire sortir du royaume ces sommes d'argent malgré la prohibition royale; au surplus passer par le port n'était pas accoutumé et devenait suspect. L'enquête ayant montré que ce lombard était bien marchand et non pas usurier le Parlement ordonne la restitution de la somme²⁰.

En dehors des compétences de ces deux grandes juridictions, pour le contentieux en matière de commerce terrestre il n'y avait guère d'autre voie que les juridictions ordinaires avec toujours la possibilité de multiples degrés d'appel avant d'aboutir au Parlement. Cela n'écartait pas, en principe, la voie de l'arbitrage; mais alors que la matière civile a donné lieu dans les *Olim* à des appels de décisions arbitrales en matière civile, en particulier dans des affaires de succession, aucun appel d'une décision arbitrale sur un contentieux entre marchands n'apparaît dans cette source.

L'esprit de la jurisprudence du parlement dans la résolution des conflits

Il convient d'abord de rappeler que le contentieux affectant le commerce terrestre ne se limitait pas aux seules affaires de contestations entre marchands. Les féodaux et les communautés urbaines ou même rurales étaient en effet parties prenantes en matière de péages, de foires et de marchés, de prix de certaines denrées, de protec-

¹⁸ Olim, II, 470, V, 1304.

¹⁹ Olim, II, 411, XXIII, 1296: «Cum custodes nundinarum Campanie pro quadam roberia facta mercatoribus Venecensibus per quosdam vecturarios mediolanenses in conductu nundinarum contra mediolanorum defensionem dedissent a qua defensione ad nostrum curiam appellaverant [...]»

²⁰ Olim, III¹, 189, VI, 1309.

tion des marchands dans leurs déplacements vers les foires etc. Il en résultait que ce contentieux était très étendu non seulement par son objet mais également par la grande diversité des acteurs. En effet dans le principe les affaires, quelle qu'en soit la nature, arrivaient devant la cour du roi en appel de juridictions inférieures, royales ou seigneuriales et de tous les points du royaume. Mais il y avait aussi des possibilités de saisir directement la cour et la constatation s'impose que, du moins en apparence, la voie d'appel n'était pas la plus fréquente en ce qui concernait le contentieux suscité par les activités commerciales et tout ce qui entourait les intérêts des marchands. Or, de ce point de vue, de nombreux grands seigneurs laïcs et tous les prélats et abbés, avaient le privilège de saisir la *curia regis* directement, *omisso medio*. Les villes pouvaient de leur côté saisir également le roi soit par privilège notamment aux termes de chartes concédées par le roi, soit par *supplicatio* toutefois si toute autre voie de droit leur était fermée. Un contentieux très important portant sur l'exercice du commerce terrestre pouvait ainsi être soulevé sinon en dehors du commerce lui-même, du moins en dehors d'une affaire entre marchands.

En effet on ne saurait trop souligner en premier lieu que l'activité marchande entraînait souvent en conflit avec l'activité économique traditionnelle dont les usages tendaient très fréquemment à se situer en dehors du circuit monétaire dans lequel au contraire s'insérait l'échange marchand. Un épisode exemplaire de conflit entre agriculteurs et marchands apparaît dans les *Olim* à l'extrême fin du règne de saint Louis à propos des droits d'usages dans les forêts domaniales. En 1270 les hommes de Bois le Roi, de Samois et de villages des alentours de la forêt de Bière, qui avaient des droits d'usage dans cette forêt pour faire paître leurs porcs se plaignaient des marchands et du forestier royal qui avaient saisi indûment plusieurs milliers des bêtes de ces hommes pour y placer les leurs en très grand nombre. Déjà du temps du roi Louis ou de la reine Blanche, le roi avait fait repousser les porcs des marchands hors de la forêt et brûler les cabanes que les marchands y avaient construites. Cependant les marchands avaient recommencé, passant même entre eux une entente pour percevoir une certaine somme sur chaque homme venant faire paître ses porcs. Les marchands opposaient qu'ils avaient autrefois acheté le droit de faire paître (*panasge*) leurs porcs à travers toute la forêt et les paysans avaient si terrorisé leurs bêtes qu'ils en avaient perdu une centaine. L'enquête a prouvé que les marchands n'avaient pas le droit de *pasnage* mais seulement un droit de passage pour leurs bêtes et la cour a alors décidé que les demandeurs seraient indemnisés, le bailli étant chargé d'enquêter sur les dommages exacts et d'assurer l'indemnisation²¹.

Inversement la cour du roi veille à protéger les marchands des excès de la féodalité. Ainsi cette protection est particulièrement utile et sollicitée pour la sécurité durant leurs déplacements, aller et retour, vers les foires qui sont nombreuses en dehors des foires de Champagne. La cour étend ici un système analogue à celui des foires champenoises à partir du conduit de foire. Un arrêt de 1265 nous en rap-

²¹ Olim, I, 359, I, 1270.

porte le processus en détail. Des marchands de Barbezieux avaient été victimes d'un vol du fait d'Olivier de Chalais, chevalier, homme lige du comte d'Angoulême, et cela sur les terres de ce dernier. La cour avait ordonné au comte d'assurer les restitutions. Il avait alors poursuivi le seigneur de la Roche pour qu'il s'en charge, les marchands ayant été victimes du vol en venant à sa foire ou sur le chemin du retour. Le seigneur de la Roche opposait que le comte l'avait déjà poursuivi pour cette affaire devant la cour qui l'avait absous, ajoutant que le vol avait eu lieu dans la ville de Blanzac où il ne possédait pas de péage. Un record de cour confirmait ses dires et il fut à nouveau absous tandis qu'il était ordonné au comte d'Angoulême de lui restituer les objets saisis sur lui à propos de cette affaire. En revanche le comte devait assurer les dédommagements aux marchands sur les revenus de la terre de l'auteur du vol, Olivier de Chalais; si nécessaire pour y pourvoir il devait vendre la terre de ce dernier qui était dans sa mouvance²². Ainsi la cour en suivant l'argumentation du seigneur de la Roche semble bien lier la responsabilité du conduit de foire à la possession d'un péage sur le chemin emprunté par les marchands. Plus encore, en 1268 la cour condamne un féodal, Boso *de Bordelia*, à indemniser des marchands de Nontron sur la terre de la vicomtesse de Limoges; il les avait détournés et retenus longtemps alors qu'ils étaient sous la protection du roi « in conductu et securitate regis »²³. Enfin dans un arrêt de peu postérieur la cour lui impose également de s'engager solennellement en séance de Parlement par *asseurement* envers eux et d'autres marchands de cette ville²⁴. En revanche les marchands ne sauraient échapper aux péages sans titre valable tels deux marchands qui perdent leur cause en Parlement face au maire et à la commune de Chaumont en 1306²⁵; la cour met fin aux malversations de sergents des fermiers des péages de Péronne et de Bapaume qui détournaient autour d'Amiens à leur profit, et sans doute à bon compte pour les usagers, le trafic commercial avec la Flandre²⁶.

Les marchands portent aussi jusqu'au Parlement leurs plaintes contre la fiscalité urbaine, en particulier en 1312 les marchands des pays d'Agenais, de Quercy et d'Albigeois agissent contre les représentants de la municipalité de Bordeaux. Au temps de la guerre de Gascogne, la ville étant sous la main du roi, ce dernier leur

²² Olim, I, 640, XIV, 1265: « Cum per curiam preceptum fuisset comiti Engolismensi quod dampna data quibusdam mercatoribus de Berbezillo ab Olivero de Chalesio milite homine suo ligio et in foedis ipsius comitis eisdem redderet vel reddi faceret et dictus comes ad dampna hujusmodi restituenda compelleret dominum de Ruppe et quod dicti mercatores disrobati fuerant veniendo ad feriam ipsius domini de Ruppe seu inde redeundo sicut idem comes dicebat, idem dominus de Ruppe accedens ad dominum regem proposuit quod [...] per curiam fuit super hoc absolutus addiciens quod in dicta villa de Blanzac in qua fuerant disrobati non habebat pedagium [...] ».

²³ Olim, I, 279, IX, 1268.

²⁴ Olim, I, 735, XXVIII, 1268: « Boso de Bordelia miles de mandato curie in hoc parlamento [...] assecuravit in plena curia de se et de suis jus faciendo, Aymericum Rosardi, Aymericum Canhet, Stephanum Petri, Heliam Bruchot, Heliam Gasquet, Raymundum Bosonis et Stephanum Bonemigue, mercatores de Nontronio, in terra vicecomitis Lemovicensis ».

²⁵ Olim, III¹, 159, IV, 1306.

²⁶ Olim, III¹, 535, XXXIV, 1310.

avait permis de lever une taxe (*constuma* appelée, dit le texte, en langue courante *mala-tolta*) pour mettre la ville en état de défense, taxe portant sur les blés, les vins et autres marchandises transitant par là, par terre ou par voie d'eau; mais la ville avait maintenu cette fiscalité après la guerre bien que le privilège n'ait plus de raison d'être et les marchands réclamaient non seulement la suppression des taxes mais le remboursement des sommes prélevées indûment. Les marchands obtiennent gain de cause, la cour veillant en outre à la correcte évaluation des dommages qu'ils ont subis²⁷.

Le processus de résolution des conflits nés de ce contentieux suscité par l'activité commerciale largement entendue, dès lors qu'il intervenait sous l'autorité royale prenait dans certains cas une importance considérable. Parmi les arrêts de la juridiction suprême il faut en effet faire une place à part à certaines décisions parce qu'elles ont été prises à propos d'un conflit nés d'une opposition entre intérêts particuliers mais dont la source dépassait largement ce cadre et concernait l'intérêt général. La cour était alors amenée à se placer dans cette perspective au moment de décider.

Déjà à l'occasion d'affaires particulières la cour du roi rappelait – et même paraissait poser – des principes généraux en matière économique tel que celui de l'autorisation royale pour créer un marché ou une foire, établir un péage, émettre de la monnaie malgré l'existence de privilèges reconnus, ce qui marquait une forte reprise en main par le pouvoir royal. Or la cour en arrive aussi à saisir l'occasion d'un contentieux commercial d'importance économique certaine, voire considérable, pour procéder à un véritable règlement de portée générale dans l'intérêt commun.

Un premier exemple de conflits d'un très grand intérêt pour le commerce est bien celui des péages. En 1667, le contentieux entre le maire et les jurés de Pontoise, d'un côté, et les marchands entre Seine et Garenne, d'un autre côté, est tranché par la *curia regis*. Les gens de Pontoise prétendaient percevoir un péage en vertu d'une charte royale et après de longs débats la décision de la cour paraît bien être une sorte de règlement de la perception du péage sur la navigation tout spécialement entre Pontoise, Meulan et Mantes. Les termes même du dispositif de l'arrêt évoquent en quelque sorte un règlement négocié avec les parties: « enfin, après de multiples discussions entre les parties, ce qu'elles ont voulu proposer ayant été entendu et compris, l'affaire ayant été délibérée en conseil, la cour a décidé en la forme suivante que [...] »²⁸. Suit un texte qui précise méticuleusement les conditions de perception du péage.

²⁷ Olim, III², 794, LXXIX, 1312: « [...] per curie nostre iudicium dictum fuit quod dicti burdegalenses dictam impositionem injuste levaverunt et quod ipsi factum hujusmodi nobis emendabunt et dictis mercatoribus reddent ex integro quecumque ipsi de mercaturis eorum leverunt post revocationem et prohibitionem predictas ac dampna super hoc eis illata de quibus vocatis poterit de plano constare quodque curia nostra dictum privilegium tanquam invalidum retinebit ».

²⁸ Olim, I, 675, XXII, 1267: « Cum questio diu ventilata fuisset in hac curia inter majorem et pares Pontisare ex una parte, et mercatores de inter Secanam et Garennam quos dicti major et

Autre sujet de conflit, l'utilisation des halles ou la construction d'une nouvelle halle du fait des problèmes de concurrence réglés là encore dans le cadre judiciaire en Parlement. En 1282 le contentieux entre les bouchers de Sens et ceux de Nailly, village voisin, est réglé par le Parlement qui, ayant examiné la charte des bouchers de Sens, décide que les bouchers de Nailly pourront vendre chaque jour de la semaine dans la nouvelle halle de Sens pour la part leur revenant et le samedi pour une plus petite *costuma* (taxe) que les autres jours en raison de la franchise qu'ils avaient précédemment aux portes de la ville²⁹. En 1285 le prieur du couvent de saint Pierre d'Abbeville introduit au Parlement une action contre les lieutenants du roi d'Angleterre qui par novelleté font vendre des draps de laine dans la halle d'Abbeville deux jours par semaine au lieu du seul jour de marché au grand préjudice de l'abbé et du couvent qui tiraient profit de la vente des draps dans les maisons des bourgeois. La cour décide que cette novelleté devra cesser, le bailli étant chargé d'y contraindre les gens du roi d'Angleterre³⁰. On pourrait retenir encore le règlement concernant la concurrence autour de la halle des marchands drapiers de Paris entre ces derniers et ceux de saint Denis qui avait l'habitude de venir vendre leurs draps en un lieu proche de cette halle. En effet les gens du roi au Châtelet s'y étaient déjà opposés et les drapiers de saint Denis avaient eu gain de cause mais le prévôt avait à nouveau interdit cette pratique. La cour décide que les gens du Châtelet devront lever l'empêchement qu'ils y ont mis tout en veillant cependant à ce que les drapiers de saint Denis ne suscitent pas en ce lieu un « *impedimentum nocivum et non permissibile* »³¹.

Le Parlement est amené en 1283 à interpréter les accords passés entre les marchands de Nîmes et le roi pour régler les problèmes de concurrence entre eux et les marchands de Montpellier. La cour en se référant aux usages du temps où avaient été passées ces conventions rappelle que selon ce texte les marchands nîmois ne peuvent aller vendre leurs marchandises à Montpellier. En revanche ils peuvent aller dans cette ville pour y acheter des marchandises et les rapporter à Nîmes; ainsi en sera-t-il de même pour les marchands montpelliérains qui pourront seulement aller acheter à Nîmes³².

L'approvisionnement en pain dans la ville était également une question redondante devant le Parlement. Elle apparaissait dès les premières années de notre source, soulevait de sérieux conflits entre boulangers et mettait en cause les intérêts des diverses puissances publiques intéressées tant pour la fiscalité qui y était afférente que pour l'équilibre social et l'ordre public. En 1260 était en cause à Sens l'approvisionnement de la ville en pains de petit prix, soit 1 denier. Or les bou-

pares dicebant esse reddicionarios et consuetudinarios de Pontisara secundum cartam regis Philippi inde confectam [...] Tandem post multas altercationes parcium auditis et intellectis que partes proponere voluerunt deliberato consilio de contentione hujusmodi ordinatum fuit per curiam in hunc modum videlicet [...] ».

²⁹ Olim, II, 202, XVIII, 1282.

³⁰ Olim, II, 251, XIV, 1285.

³¹ Olim, II, 502, I, 1309.

³² Olim, II, 233, XX, 1283.

langers, particulièrement ceux des villages à l'entour, préféraient offrir à la vente des pains de 3 ou 4 deniers. Au nom du bien commun le maire et les jurés de Senlis avaient alors pris un règlement interdisant la fabrication, et par voie de conséquence la vente, de pains au-delà de 1 denier. L'évêque de Senlis, gérant son temporel en tant que seigneur, demandait à la *curia regis* l'annulation de ce règlement au titre du dommage qui lui était causé du fait que ses manants avaient l'habitude de porter à la ville des pains de plus grosse valeur. Or la cour a suivi l'argument d'intérêt général de défense de ce que l'on appelait le *menu peuple* et a rejeté l'argument de l'évêque³³. Or en 1266, à Pontoise devant le même problème d'approvisionnement de la ville en « petit pain », c'est-à-dire à petit prix, le maire et les pairs (la municipalité) demandent au contraire que la liberté d'approvisionnement depuis l'extérieur soit assurée pour le pain comme pour les autres marchandises. Ils développent une argumentation très serrée dirigée en fait contre les boulangers de la ville: la population de leur ville croît rapidement alors qu'il n'y a aucune banalité de moulin et de four; une enquête sur la question leur a déjà été favorable et ils ont pour eux le droit commun; plus encore la charte royale octroyée aux boulangers de la ville ne s'oppose pas à la liberté de ce commerce. Les boulangers s'efforcent, quant à eux, de préserver leur privilège corporatif, ajoutant même que cette concurrence venue de l'extérieur ne leur permettrait plus de payer la considérable redevance annuelle qui est la contrepartie de leur privilège. La cour cependant retient que cette charte contient un *jus quasi iniquum* et qu'elle doit être interprétée strictement; elle fait donc droit à la demande des bourgeois de Pontoise et décide, en fait en faisant plier l'intérêt particulier devant l'intérêt général, de laisser jouer la loi du marché face à la corporation en ajoutant simplement une restriction pour éviter les fraudes³⁴.

Autre exemple, le maire et les échevins de Saint Omer agissent en 1279 par la voie judiciaire, à la cour du roi, contre le comte de Flandre qui a ordonné la limitation de la préparation et de la commercialisation des *allecs* (petits poissons pêchés dans la mer du Nord) au port de Gravelines à leur préjudice et à l'encontre de l'utilité publique et demandent l'intervention royale pour faire lever cette réglementation. Le procureur du comte oppose que son maître se devait d'agir ainsi parce que c'était utile et conforme à la raison, allusion assez claire à l'intérêt public auquel le prince doit être attentif. Le Parlement n'en décide pas moins que ce règlement doit être annulé et que les marchands de Saint Omer pourront librement exercer ce commerce.

Enfin le dossier des relations de Rouen avec la royauté est le plus important peut-être ici par ses aspects économiques. Les bourgeois de Rouen percevaient un péage sur le déchargement et la vente des vins au titre de leur charte concédée par Philippe Auguste en 1207 et ils avaient eu gain de cause à la cour du roi en 1260 à l'encontre des établissements ecclésiastiques qui prétendaient s'en exonérer aux

³³ Olim, I, 472, XIII, 1260.

³⁴ Olim, I, 659, I, 1266.

termes de leurs propres chartes royales³⁵. Or un arrêt de 1293 rappelle qu'agressant les gens de l'Echiquier de Normandie (la cour de justice royale la plus élevée dans la province et héritée de la domination anglaise) lors d'une séance, les bourgeois avaient conduit la royauté à venger l'affront en plaçant la ville sous sa main, lui retirant sa commune; surtout en supprimant les taxes et péages que les bourgeois rouennais levaient sur la circulation des marchandises sur la Seine le roi les privaient de profits considérables. Or la mesure était aussi présentée comme prise par le roi *pro publica utilitate regni sui*. C'était placer sous le signe de l'intérêt général l'abolition, de fait, d'entraves à la liberté du commerce par le plus grand port du royaume et une libre ouverture de Paris sur la mer. Mais, précise cet arrêt de 1293, le roi venait d'assouplir sa position et de décider d'accéder aux demandes des bourgeois de Rouen en leur restituant leur commune tout en maintenant la liberté de circulation sur la Seine pour tous les marchands du royaume³⁶. Puis, un peu plus tard, les bourgeois avaient même réussi à obtenir du roi le rétablissement de leurs privilèges fiscaux leur permettant de lever les anciens péages. Mais l'affaire devait rebondir en 1315. Cette fois en effet c'est la pression des bourgeois de Paris qui a poussé la royauté à prendre conscience de l'enjeu économique considérable. L'affaire est rondement menée; l'on fait même siéger le Parlement hors cession sur ce dossier. La recension de l'arrêt, très circonstanciée de ce point de vue, met les tergiversations royales sur le compte d'une information insuffisante. La discussion en assemblée des conseillers a fait apparaître que l'énormité du préjudice subi par la chose publique dans l'ensemble du royaume du fait du rétablissement des péages n'était pas alors prévisible. Le Parlement après examen de tous les titres présentés par les rouennais n'en décide pas moins le rétablissement de la complète liberté de circulation des marchands et des marchandises sur la Seine³⁷.

La première conclusion est que si les plus anciens registres du Parlement de Paris, les *Olim*, offrent une source volumineuse d'autant plus importante pour le XIII^e siècle qu'elle présente le contentieux concernant le commerce terrestre au niveau juridictionnel le plus élevé, en revanche une faible part de ce contentieux concerne des opérations commerciales proprement dites, et même le crédit, entre marchands. Le contraste est net alors avec les causes en matière civile qui montrent que l'on ira s'il le faut jusqu'en Parlement pour des affaires de très moyenne importance. Mais alors il n'y aurait pas lieu de s'étonner qu'entre marchands on évalue mieux, c'est-à-dire d'abord d'un point de vue économique, les risques de la procédure et que l'on s'y décide que s'il y a de sérieuses chances de gain. D'une manière générale cependant on risque fort d'en rester sur ce point aux conjectures faute de preuves d'un tel processus hors du cadre judiciaire.

La seconde conclusion est que la plus grande partie de ce contentieux impliquant le commerce terrestre dans les *Olim* a été suscitée par l'environnement dans lequel devait se développer l'activité marchande à ce moment là. En fait, dans le

³⁵ Olim, I, 484, I, 1260.

³⁶ Olim, II, 356, XIV, 1293.

³⁷ Olim, II, 622, XII, 1315.

large contentieux concernant la matière économique dans son ensemble que la *curia regis* puis le Parlement ont été amenés à examiner et à juger, une part importante était suscitée par les relations complexes nées de la confrontation entre économie de subsistance et économie d'échanges marchands comme par le développement d'un commerce international. C'est pourquoi il y est beaucoup plus question de foires et marchés ou de péages que d'obligations et lettres de change.

Dernière conclusion, dans la résolution de ce contentieux l'esprit de la jurisprudence de la cour du roi était d'abord d'équité, d'équilibre entre le respect des droits passés en coutume ou des privilèges dans la société médiévale et la protection des marchands et du commerce, ou encore à un autre point de vue, dans la lutte contre les abus de quelque côté qu'ils viennent. Le critère de l'intérêt général était toujours sous-jacent et certains arrêts posent à l'occasion d'un conflit particulier un règlement général. Ainsi est encore soulignée l'importance de la jurisprudence du Parlement qui apparaît là aussi comme un appoint à l'action du pouvoir royal et qui offre souvent à cette époque une voie plus efficace, semble-t-il, que la voie d'ordonnance encore mal assurée dans la construction d'un État de droit.

Kurzfassung

Die ersten Archivalien (1254–1318) des königlichen Hofgerichts von Frankreich, des *Parlement de Paris*, entstammen jener denkwürdigen Epoche der Entfaltung des mittelalterlichen Handels im Angesicht der traditionellen ländlichen Subsistenzwirtschaft, die den Aktivitäten des Handelsverkehrs zunächst einmal kein sonderlich günstiges Umfeld bot. Gelegentlich reichte die Verschiedenheit der beiden Wirtschaftsformen bis hin zur Konfrontation: Die eine wie die andere forderten den Schutz der Obrigkeit ein, die ihrerseits hin- und hergerissen war zwischen dem Reiz, der von den fiskalischen Ressourcen ausging, und dem Streben nach einer Ausbalancierung zwischen den sozialen Gruppen.

Das Interesse an diesen Quellen aus der Gerichtspraxis begründet sich darin, dass sie verdeutlichen, wie verschieden das Gebaren bei zivilrechtlichen Gegenständen, bei denen man leicht zur Führung eines streitigen Prozesses kommen konnte, von den Usancen bei handelsrechtlichen Gegenständen war, denn dort ließ man es im Gegenteil nur dann zum streitigen Prozess kommen, wenn eine gütliche Beilegung der Streitigkeit unmöglich war. Die Verschiedenheit der beiden Wirtschaftsformen führte ferner dazu, dass sich die Prozesse eher um markt- und messebezogene Fragen sowie um Steuern und Abgaben drehten als um Schuldverschreibungen und Wechselbriefe.

Der Geist dieser Rechtsprechung des königlichen Hofgerichts schließlich beruhte vor allem auf Prinzipien der Billigkeit, das heißt der Ausbalancierung zwischen der Beachtung des überkommenen Gewohnheitsrechts der *Coutumes* und dem Schutz der Kaufleute und des Handels. Zugleich ist diese Rechtsprechung klar gekennzeichnet durch die Sorge um den Gemeinnutz, so dass bestimmte Ur-

teile so weit gingen, anlässlich spezieller Konflikte allgemeinverbindliche Regelungen zu treffen, besonders bei innerzünftischen Konflikten.

Abstract

The oldest files (1254–1318) of the courts of the King of France, the «Parlement de Paris», date from the great era of expansion of the medieval trade in face of the traditional rural subsistence economy which was not a very favorable environment for commercial exchange activities. The divergency between the two types of economic relations went occasionally as far as open confrontation; one as the other appealed for protection to the public authorities, who themselves were torn between the appeal of financial resources and the search for an equilibrium between the social groups. The special interest of the judicial sources examined here stems from the fact that they allow to examine the difference between civil cases, where it is easy to litigate, and commercial matters where the road to controversial litigation was only opened when conciliation was impossible. In addition, the difference between the two types of economy led to the fact that the jurisdiction turned rather to matters of fairs and markets as well as questions of tolls and customs then towards obligations and letters of change. Finally, the spirit of this royal jurisprudence is primarily one of equity, that is to say an equilibrium between the respect for the rules of the customary law and the protection of merchants and commerce; this jurisprudence is at the same time so concerned with the public weal that certain rulings came up with establishing a general rule at the occasion of a particular conflict, especially between crafts and guilds.